

F. 2002 — 3291

[C — 2002/27815]

**4 JUILLET 2002. — Arrêté du Gouvernement wallon fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, notamment les articles 4 et 9;

Vu la délibération du Gouvernement sur la demande d'avis à donner par la section de législation du Conseil d'Etat dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis 32.052/4 du Conseil d'Etat, donné le 20 mars 2002, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

**CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Dispositions générales**

**Article 1<sup>er</sup>.** Au sens du présent arrêté, on entend par :

décret : le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

établissement existant : un établissement ayant fait l'objet d'une autorisation d'exploitation avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

**CHAPITRE II. — Implantation et construction**

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'entrée de tout établissement de classe 1 et 2, il est indiqué de manière lisible les informations suivantes :

- la nature de l'établissement;
- la date de l'expiration du délai du permis;
- le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du siège social de l'exploitant;
- le numéro de téléphone du siège d'exploitation;
- l'adresse et le numéro de téléphone du fonctionnaire chargé de la surveillance;
- le ou les numéros de téléphone du ou des services à contacter en cas de sinistre ou d'incendie.

**Art. 2.** Les établissements sont conçus, implantés ou équipés de manière à prévenir et à limiter efficacement les dangers, nuisances ou inconvénients pour l'homme et l'environnement qu'ils sont susceptibles de causer, directement ou indirectement, pendant ou après l'exploitation.

**CHAPITRE III. — Exploitation**

**Art. 3.** L'exploitant veille au bon fonctionnement, à l'entretien et à la propreté de l'établissement.

L'ensemble de l'établissement, en ce compris l'entrée et la sortie, les aires de stationnement et les abords de l'établissement sont nettoyés régulièrement.

**Art. 4.** L'exploitant prend les précautions nécessaires en vue de s'assurer que les matières ou substances acceptées dans l'établissement sont, par leur nature et leur origine, conformes aux conditions d'exploitation.

**CHAPITRE IV. — Prévention des accidents et incendies**

**Art. 5.** L'exploitant est tenu, en toutes circonstances, d'identifier les risques permanents et occasionnels de pollution accidentelle, d'incendie ou d'explosion et de prendre les mesures nécessaires pour les prévenir et les combattre rapidement et efficacement.

Toutes les précautions sont prises pour éviter les atmosphères explosives aux endroits où des produits facilement ou extrêmement inflammables sont utilisés, manutentionnés ou stockés. Les précautions visent prioritairement à réduire les émissions de gaz, de vapeurs ou de poussières inflammables. Dans tous les cas où l'absence d'émission de gaz, de vapeurs ou de poussières inflammables ne peut être garantie, des mesures particulières sont prises pour augmenter la dilution dans l'air et empêcher l'inflammation.

Toutes les précautions sont prises pour éviter les émissions de produits polluants dans l'air, l'eau ou le sol. Les opérations susceptibles de libérer des produits dangereux ou polluants sont planifiées pour garantir l'absence d'émission dans l'environnement. Cette exigence peut être satisfaite par des opérations de purge préalable ou par la mise en place de moyens de rétention efficaces.

Tous les postes de chargement de citernes mobiles ou de réservoirs de carburant sont implantés sur des sols imperméables et drainés vers des installations d'épuration appropriées aux pollutions prévisibles et correctement dimensionnées. Les opérations de transfert sont réalisées à l'aide de pompes asservies à la détection de la vigilance d'un opérateur. Les transferts par gravité vers des réservoirs mobiles sont interdits.

Les organes et les commandes de transfert de produits dangereux ou polluants sont clairement identifiables quant à la nature des fluides et leur destination. L'accès aux organes et aux commandes est interdit aux personnes non autorisées.

Toutes les opérations occasionnelles susceptibles de générer des volumes d'eaux résiduelles, de boues ou de déchets dangereux dépassant les capacités d'élimination prévues dans l'établissement font l'objet d'une planification particulière garantissant le bon déroulement des travaux dans le respect des réglementations environnementales.

Des moyens de détection des atmosphères explosives, des incendies ou des émissions de substances dangereuses ou polluantes sont installés en tous lieux où de telles situations sont prévisibles et constitueraient un danger immédiat pour les personnes ou l'environnement. Ces détecteurs enclenchent un système d'alerte des préposés aux interventions et, le cas échéant, un système automatique de lutte et de mise en sécurité, si une intervention humaine rapide ne peut être garantie.

Tout le personnel concerné est régulièrement informé des risques de pollution accidentelle, d'incendie et d'explosion ainsi que des moyens de prévention et de lutte. Des instructions écrites relatives aux règles de prévention et d'intervention sont apposées de façon visible et lisible aux endroits où les risques ont été décelés ainsi qu'aux points de départ des équipes d'intervention.

L'exploitant veille au maintien en bon état de fonctionnement de tous les dispositifs nécessaires à la maîtrise des risques de pollution, d'incendie ou d'explosion. Le matériel de détection et de lutte contre l'incendie est contrôlé une fois par an.

## CHAPITRE V. — Eau

### Section 1<sup>re</sup>. — Déversements d'eaux usées

**Art. 6.** Pour l'application du présent chapitre, on entend par :

— eaux de surface ordinaires : les eaux de surface ordinaires telles que définies par le décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution;

— égouts publics : les égouts publics tels que définis par le décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution;

— voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales : les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales telles que définies par le décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution;

— eaux usées : les eaux usées telles que définies par le décret du 7 octobre 1985 sur la protection des eaux de surface contre la pollution;

— eaux déversées : les eaux qui, à l'exutoire de la conduite de décharge, s'écoulent dans une eau de surface ordinaire, dans un égout public ou dans une voie artificielle d'écoulement des eaux pluviales;

— eaux de refroidissement : les eaux qui sont utilisées dans l'industrie pour le refroidissement en circuit ouvert et qui ne sont pas entrées en contact avec les matières à refroidir;

— DBO<sub>5</sub> : la demande biochimique d'oxygène en 5 jours à 20 °C;

— pH : le coefficient caractérisant l'acidité ou la basicité d'un milieu.

**Art. 7.** Les émissions sont exprimées soit :

— en concentration (mg/l);

— en charge journalière (kg/j);

— en charge mensuelle (kg/mois);

— en charge annuelle (kg/an);

— en toute autre unité s'adaptant à la situation.

**Art. 8.** Sans préjudice de l'alinéa 2, les valeurs d'émission figurant dans les conditions d'exploitation sont des valeurs maximales à respecter à tout moment.

Les conditions sectorielles peuvent consister en les valeurs moyennes pour une période de 24 heures. Dans ce cas, ces valeurs moyennes équivalent aux deux tiers des valeurs maximales fixées dans les conditions sectorielles et la valeur correspondant à cinq fois les valeurs moyennes ne peut à aucun moment être dépassée.

Si les conditions sectorielles fixent des valeurs moyennes, elles imposent à l'exploitant de placer des appareils de mesure, d'enregistrement ou d'échantillonnage permettant le contrôle du respect des valeurs moyennes.

Si les eaux déversées proviennent de l'utilisation d'une eau de surface ordinaire ou d'une eau souterraine, les valeurs fixées par les conditions sectorielles peuvent être additionnées aux teneurs correspondantes de l'eau prélevée.

Les alinéas 2 et 3 ne sont pas d'application pour le pH, la température, le goût, la couleur, l'odeur et pour les paramètres micro biologiques, à l'exception de la DBO<sub>5</sub>.

Lorsque plusieurs conditions sectorielles s'appliquent à un déversement d'eaux usées, les conditions sectorielles sont calculées en effectuant la somme des conditions individuelles pondérées par les débits correspondants.

Des conditions sectorielles ou particulières peuvent être imposées à l'ensemble des déversements d'eaux usées.

**Art. 9.** Dans les cas suivants, les conditions particulières de rejet peuvent être moins sévères que les conditions sectorielles :

- si l'évaluation des incidences montre que l'impact sur le milieu récepteur est négligeable;
- s'il apparaît qu'aucune meilleure technologie disponible ne permet à l'exploitant concerné de répondre aux conditions sectorielles. Dans ce cas, les dérogations accordées sont assorties d'un délai au terme duquel elles devront être, soit confirmées, partiellement ou complètement, soit supprimées en fonction des progrès, scientifiques et technologiques réalisés entre-temps;
- s'il existe une convention entre l'exploitant et l'autorité qui gère la station d'épuration dans laquelle les eaux usées industrielles sont déversées et s'il apparaît que ces eaux avec leurs charges polluantes existantes peuvent être traitées de manière satisfaisante dans cette station d'épuration;
- si la valeur des paramètres micro biologiques, non compris la DBO<sub>5</sub>, du pH, de la température, du goût, de la couleur et de l'odeur dans l'eau réceptrice dépasse la valeur naturelle et/ou rend impossible le respect des conditions sectorielles ou si la valeur naturelle de l'eau prélevée dépasse la valeur sectorielle.

#### Section 2. — Prises d'eau

**Art. 10.** Les prises d'eau respectent les conditions suivantes :

- la qualité de l'eau de la nappe aquifère est préservée;
- la quantité totale d'eau prélevée dans une nappe aquifère ne dépasse, ni le volume annuel moyen de l'alimentation naturelle de ladite nappe, ni un volume garantissant à tout moment le débit d'étiage des cours d'eau alimentés par ladite nappe;
- la sécurité des personnes et des biens n'est pas affectée par les modifications apportées à la nappe aquifère.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, les conditions particulières peuvent, dans des circonstances exceptionnelles et pour une durée limitée, permettre un dépassement déterminé du débit autorisé.

#### CHAPITRE VI. — Air

**Art. 11.** Pour l'application du présent chapitre, on entend par :

- pollution de l'atmosphère : la pollution de l'atmosphère telle que définie à l'article 2 de la loi du 28 décembre 1964 sur la pollution atmosphérique;
- émission atmosphérique canalisée : émission faisant l'objet d'une captation, au besoin d'une épuration, avant son évacuation dans l'atmosphère à un point de rejet;
- émission atmosphérique diffuse : émission ne pouvant faire l'objet ni d'une captation, ni d'une évacuation à un point de rejet pour des raisons techniques ou économiques;
- valeur limite d'émission : la masse, exprimée en fonction de certains paramètres spécifiques, la concentration et/ou le niveau d'une émission à ne pas dépasser au cours d'une ou de plusieurs périodes données. Sauf indication contraire, cette valeur est applicable au point de rejet des émissions;
- niveau d'odeur : le facteur de dilution « d » qu'il faut appliquer à un rejet atmosphérique pour atteindre par olfactométrie son seuil de perception. Soit le facteur de dilution à appliquer pour que 50 % de la population des flaireurs perçoive une odeur.

$$d = \frac{D_p + D_o}{D_o}$$

$D_p$  : débit volumique d'air pur

$D_o$  : débit volumique d'air odorant

Il s'exprime en nombre d'unités d'odeur par m<sup>3</sup> soit uo/m<sup>3</sup>;

— débit d'odeur : le produit, exprimé en nombre d'unités d'odeur par heure (uo/h) du débit d'air rejeté par le niveau d'odeur;

— débit massique : la masse des substances émises par unité de temps, exprimée en g/h;

objectif de qualité de l'air : valeurs limites, valeurs d'alerte ... telles que définies dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 juin 2000 relatif à l'évaluation et à la gestion de la qualité de l'air ambiant;

— niveau : concentration d'un polluant dans l'air ambiant extérieur, à l'exclusion des lieux de travail ou son dépôt sur les surfaces en un temps donné.

**Art. 12.** Si pour l'un ou plusieurs polluants, les objectifs de qualité de l'air à court terme sont susceptibles d'être dépassés ou sont dépassés, d'initiative ou à la demande du fonctionnaire technique, l'exploitant d'une installation dont les débits massiques en ces polluants ou précurseurs de ces polluants sont supérieurs à ceux définis spécifiquement à cet effet aux conditions sectorielles prend toutes mesures nécessaires afin de limiter les émissions de ce ou ces polluants ou précurseurs, et ce, jusqu'à notification de la fin de l'alerte.

**Art. 13.** Les émissions sont exprimées soit :

— suivant la concentration rapportée à des conditions de référence de température, de pression, de degré d'humidité, de pourcentage d'oxygène ou de dioxyde de carbone. Les quantités d'air servant à diluer ou refroidir les rejets gazeux ne sont pas prises en compte;

— suivant la quantité totale de polluant émis, c'est-à-dire le débit massique rapporté à une période de fonctionnement dans les conditions d'émission les plus défavorables pour l'environnement. Les conditions opératoires particulières de démarrage et d'arrêt de l'installation ne sont pas prises en compte;

— suivant le facteur d'émission, c'est-à-dire la quantité de polluant, exprimée en kg/t ou g/t, émise par unité de produit fabriqué, de combustible consommé ou autre;

— suivant le débit d'odeur.

**Art. 14.** Sans préjudice des alinéas 2 et 3, les valeurs limites d'émission sont rapportées aux conditions normales suivantes :

température = 273,15 K;

pression = 101,3 kPa;

gaz sec = degré d'humidité nul.

Si les rejets sont fortement chargés en eau notamment suite à l'utilisation d'un combustible riche en hydrogène, en raison d'une épuration humide, d'un refroidissement par pulvérisation d'eau ou d'une installation de séchage, les conditions normales sont celles prévalant au cours de la mesure.

Si, pour une installation de combustion ou assimilable à une combustion, la teneur en oxygène des gaz résiduaire est spécifiée, la formule suivante est utilisée pour rapporter les valeurs limites à cette teneur :

$$E_R = \frac{21 - O_R}{21 - O_M} \times E_M$$

où :

$E_R$  est l'émission rapportée à la teneur de référence en oxygène;

$E_M$  est l'émission mesurée;

$O_M$  est la teneur mesurée en oxygène;

$O_R$  est la teneur de référence en oxygène.

**Art. 15.** Pour les procédés discontinus, caractérisés par un cycle de fonctionnement comportant des opérations successives, les valeurs limites d'émission correspondent à des moyennes sur l'ensemble des opérations donnant lieu à une émission atmosphérique au cours d'un cycle.

**Art. 16.** § 1<sup>er</sup>. Les émissions atmosphériques sont captées, au besoin épurées, conduites au point de rejet et évacuées en assurant une dispersion satisfaisante dans l'atmosphère. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère.

§ 2. A défaut de pouvoir capter les émissions, l'exploitant prend les mesures nécessaires pour limiter la production d'émissions atmosphériques à la source et leur transmission vers les environs.

Suivant les circonstances, les possibilités techniques et économiques, il prend les mesures visant à diminuer :

— l'occurrence et l'importance des émissions atmosphériques en procédant notamment au confinement des sources;

— la transmission des émissions vers les environs, en procédant notamment au réaménagement du site d'exploitation de façon à éloigner les sources importantes d'émissions atmosphériques des zones habitées.

## CHAPITRE VII. — *Bruit*

### Section 1<sup>re</sup>. — Généralités

**Art. 17.** Le présent chapitre s'applique aux niveaux de bruit à l'immission, c'est-à-dire aux niveaux de bruit auxquels est soumis le voisinage d'un établissement, du fait de son exploitation. Il s'agit du bruit particulier au sens défini à l'article 20, 3°.

Ne sont pas pris en compte, pour les présentes conditions, les bruits liés à la circulation des véhicules et aux engins mobiles utilisés dans les chantiers de construction.

**Art. 18.** Pour l'application du présent chapitre, on entend par :

— niveau de pression acoustique continu équivalent pondéré A : le niveau de pression acoustique pondéré A du bruit continu stable qui, au cours d'une période spécifiée T, aurait la même pression quadratique moyenne que le bruit fluctuant. Il s'exprime en dB(A);

— bruit ambiant : le bruit résultant de l'action de toutes les sources de bruit dans un endroit donné à un moment donné;

— bruit particulier : l'une des composantes du bruit ambiant qui peut être attribuée à une source particulière;

Le niveau de pression acoustique continu équivalent pondéré A d'un bruit particulier, relatif à une période T, est indiqué par le symbole :  $L_{A\text{éq,part},T}$ .

— niveau d'évaluation du bruit particulier  $L_{Ar,T}$  : le niveau de pression acoustique continu équivalent pondéré A du bruit particulier de l'établissement, corrigé de deux termes correctifs ( $C_t$  et  $C_i$ ) représentatifs d'éventuels bruits à caractère tonal ou bruits impulsifs :

$$L_{Ar,T} = L_{A\text{éq,part},T} + C_t + C_i$$

— période de référence : la période représentative des activités humaines typiques intervenant dans la détermination des valeurs limites;

— intervalle d'observation : l'intervalle de temps auquel le niveau d'évaluation se rapporte.

La durée de l'intervalle d'observation est fixée à une heure.

— intervalle de mesurage : l'intervalle de temps choisi par le fonctionnaire chargé de la surveillance ou le laboratoire agréé pendant lequel les niveaux sonores sont effectivement mesurés. Les intervalles de mesurage sont fixés en fonction des paramètres jugés pertinents par l'opérateur, dont notamment la nature et la durée des conditions de fonctionnement de l'établissement concerné, les conditions atmosphériques et la présence d'autres sources sonores perturbantes;

— mitoyenneté : la présence d'un mur commun à un établissement et un bâtiment habité par des personnes étrangères à l'établissement, ou, en l'absence de mur commun, le risque de transmission du son par voie solidienne;

— bruit à caractère tonal : un bruit qui comporte une émergence tonale importante;

— bruit impulsif : un bruit qui comporte une ou plusieurs impulsions d'énergie acoustique;

— période de jour : la période s'étendant de 7 à 19 heures les jours ouvrables, samedis y compris;

— période de transition : la période s'étendant de 6 à 7 heures et de 19 à 22 heures les jours ouvrables, samedis y compris, et de 6 à 22 heures les dimanches et jours fériés;

— période de nuit : la période s'étendant tous les jours de la semaine de 22 à 6 heures;

— CWATUP : Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine;

— zone d'habitat : la zone visée à l'article 26 du CWATUP;

— zone d'habitat à caractère rural : la zone visée à l'article 27 du CWATUP;

— zone de service public et d'équipements communautaires : la zone visée à l'article 28 du CWATUP;

— zone de loisir : la zone visée à l'article 29 du CWATUP;

— zone d'activité économique : la zone visée à l'article 30 du CWATUP;

— zone d'extraction : la zone visée à l'article 31 du CWATUP;

— zone agricole : la zone visée à l'article 35 du CWATUP;

— zone forestière : la zone visée à l'article 36 du CWATUP;

— zone d'espace vert : la zone visée à l'article 37 du CWATUP;

— zone naturelle : la zone visée à l'article 38 du CWATUP.

— organe de sécurité : organe visant à prévenir un dysfonctionnement d'une installation.

**Art. 19.** Les limites sont applicables au niveau d'évaluation du bruit particulier de l'établissement et doivent être respectées pour tout intervalle d'observation d'une heure dans la période de référence considérée.

Cet intervalle d'observation s'étend sur une heure glissante, c'est-à-dire qu'il peut commencer à tout instant, sans toutefois se répartir sur 2 périodes de référence différentes.

**Art. 20.** Dans les zones d'habitat et d'habitat à caractère rural le respect des conditions est imposé en tout point des zones d'immission.

Dans les zones agricoles, forestières, d'espaces verts, naturelles, de parc, de loisirs, de services publics et d'équipement communautaire, les mesures s'effectuent aux endroits précisés par le permis d'environnement ou le permis unique.

Les zones d'aménagement différé seront considérées conformément à l'affectation que leur donnent les plans communaux d'aménagement.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup>, des points de mesures de référence peuvent être spécifiés dans les conditions particulières d'exploitation, afin de faciliter la surveillance ou de tenir compte des spécificités locales. Dans ce cas, ces points seront les seules références quant au respect des valeurs limites générales de niveaux de bruit.

En cas de modification du plan de secteur, pour les établissements existants, les seuils restent ceux qui résultaient de la situation du plan de secteur prévalant lors de l'octroi du permis.

**Art. 21.** Les valeurs limites ne s'appliquent pas à l'intérieur des zones d'activité économique, dans les zones d'extraction, ni dans les zones d'aménagement différé à caractère industriel.

**Art. 22.** Les conditions particulières peuvent prévoir des dépassements de valeurs limites lors de situations exceptionnelles spécifiées.

#### *Section 2. — Valeurs limites générales*

**Art. 23.** Les valeurs limites du niveau d'évaluation du bruit particulier sont établies en fonction de la zone d'immission dans laquelle les mesures sont effectuées et sont reprises au tableau 1 figurant en annexe.

Par dérogation à l'alinéa 1<sup>er</sup> et sans préjudice de l'article 28, pour les établissements existants, les conditions particulières peuvent prévoir les valeurs limites du tableau 2 en annexe.

**Art. 24.** En cas de mitoyenneté, des valeurs limites s'appliquent également aux niveaux de bruit mesurés à l'intérieur des habitations, conformément à l'article 31, dernier alinéa. Ces valeurs limites sont les suivantes :

35 dB(A) en période de jour;

30 dB(A) en période de transition;

25 dB(A) en période de nuit.

Les limites imposées à l'intérieur des habitations sont complémentaires aux limites fixées à l'extérieur, qui sont toujours d'application.

**Art. 25.** § 1<sup>er</sup>. Pour les établissements visés à l'article 26, alinéa 2, qui, au moment de l'introduction du dossier, ne satisfont pas aux valeurs limites du tableau 2 en annexe, le permis d'environnement ou le permis unique impose la réalisation d'une étude technico-économique évaluant la faisabilité d'investissements visant à la réduction des émissions sonores et les niveaux de bruit prévisionnels qui en découlent.

§ 2. L'étude est établie avec la collaboration d'un organisme agréé sur base de l'arrêté royal du 2 avril 1974 relatif aux conditions et modalités d'agrément des laboratoires et organismes chargés de l'essai et du contrôle d'appareils et de dispositifs dans le cadre de la lutte contre le bruit. L'étude est approuvée par l'organisme agréé.

§ 3. L'étude est déposée auprès du fonctionnaire technique dans le délai fixé par le permis d'environnement ou le permis unique.

Sur base de l'étude, le fonctionnaire technique propose à l'autorité d'adopter des conditions particulières complémentaires, fixant la nature des travaux d'assainissement, leur délai d'exécution et les valeurs limites définitives des niveaux de bruit.

Ces limites peuvent être supérieures aux valeurs du tableau 2 en annexe.

§ 4. Si une étude a été imposée par le permis d'environnement ou le permis unique et dans l'attente de la réalisation des travaux d'assainissement et de la mise en application des valeurs limites définitives, une tolérance de 10 dB(A) est appliquée aux valeurs limites du tableau 2 en annexe.

**Art. 26.** Dans la mesure où le respect du présent arrêté nécessite, au moment de l'introduction du permis, pour les établissements existants, des travaux de mise en conformité, le permis peut fixer un délai de mise en conformité d'un maximum à dater de la date du permis et, dans ce cas, détermine les conditions à respecter pendant ce délai.

*Section 3. — Conditions de mesures**Sous-section 1<sup>re</sup>. — Généralités*

**Art. 27.** Les instruments de mesures sonométriques répondent aux exigences fixées par les normes CEI 651 et CEI 804 pour les appareils de classe I.

**Art. 28.** Le rapport de mesurage est à la disposition du fonctionnaire chargé de la surveillance et comprend les renseignements suivants, au besoin avec un justificatif de la part du responsable de la mesure :

- nom du responsable de la mesure;
- nom de l'auteur du rapport;
- date, heure et durée de la mesure, période de mesurage;
- localisation de la mesure, zone;
- identification de l'établissement;
- conditions météorologiques;
- type et caractéristiques de l'appareil de mesure utilisé;
- méthode de mesure utilisée;
- grandeurs mesurées (niveaux équivalents, niveaux statistiques,...) et résultats obtenus;
- description des bruits perçus : variabilité, intermittence, caractère tonal ou impulsif.

*Sous section 2. — Position du point de mesures*

**Art. 29.** Les mesures sont effectuées à l'extérieur des habitations, si possible à au moins 3,50 mètres de toute structure réfléchissante autre que le sol.

Elles peuvent également être effectuées aux étages des immeubles d'habitation, dans le plan des fenêtres ouvertes.

Elles sont effectuées, dans la mesure du possible, entre 1,2 mètre et 1,5 mètre au-dessus du sol ou du niveau d'étage considéré.

Les mesures ne peuvent être réalisées en cas de précipitations ou lorsque la vitesse du vent dépasse 5 m/s.

En cas de mitoyenneté, des mesures complémentaires sont effectuées, portes et fenêtres fermées, à l'intérieur des bâtiments étrangers à l'établissement, dans les locaux habituellement occupés par des personnes à une hauteur au-dessus des planchers comprise entre 1,2 mètre et 1,5 mètre et, si possible, au moins à 1 mètre des murs sans fenêtre et à 1,5 mètre des murs comportant des fenêtres.

*Sous-section 3. — Bruits à caractère tonal*

**Art. 30.** La détection d'un bruit à caractère tonal justifiant un terme correctif s'effectue par une analyse en bandes de tiers d'octave.

Si la présence d'un bruit à caractère tonal est suspectée, mais qu'elle ne peut être mise en évidence par l'analyse en 1/3 d'octave, le responsable de la mesure peut recourir à l'analyse en bandes de 1/24 d'octave.

**Art. 31.** Le terme correctif  $C_t$  intervenant dans le calcul du niveau d'évaluation du bruit particulier est fonction de l'émergence tonale, c'est-à-dire de la différence entre le niveau de la bande émergente et la moyenne arithmétique des niveaux des bandes voisines.

Si l'émergence tonale est à la limite de deux bandes voisines, le niveau de la bande émergente est déterminé par la somme énergétique des niveaux des deux bandes concernées.

**Art. 32.** Si l'analyse s'effectue en 1/3 d'octave, on applique, en fonction de l'émergence tonale  $E$  en dB présente dans le bruit particulier de l'établissement :

- un terme correctif de 3 dB(A), pour  $6 < E \leq 9$ ;
- un terme correctif de 4 dB(A), pour  $9 < E \leq 12$ ;
- un terme correctif de 5 dB(A), pour  $12 < E \leq 15$ ;
- un terme correctif de 6 dB(A), pour  $15 < E$ .

Si l'analyse s'effectue en 1/24 d'octave, on applique, en fonction de l'émergence tonale  $E$  en dB présente dans le bruit particulier de l'établissement :

- un terme correctif de 2 dB(A), pour  $12 < E \leq 15$ ;
- un terme correctif de 3 dB(A), pour  $15 < E \leq 18$ ;
- un terme correctif de 4 dB(A), pour  $18 < E \leq 21$ ;
- un terme correctif de 5 dB(A), pour  $21 < E \leq 24$ ;
- un terme correctif de 6 dB(A), pour  $24 < E$ .

**Art. 33.** Par dérogation à l'article 33, ne sont pas prises en compte les émergences tonales pour lesquelles le niveau pondéré  $A$  de la bande émergente est inférieur de 15 dB ou plus, à la valeur globale du spectre exprimée en dB(A).

Sous-section 4. — *Bruits impulsifs*

**Art. 34.** Un bruit peut être qualifié d'impulsif si la mesure selon la caractéristique dynamique « impulse » fournit un niveau maximal supérieur de 5 dB(A) au niveau maximal selon la caractéristique dynamique « slow ».

Le caractère impulsif d'un bruit peut également être mis en évidence par la mesure des  $L_{A\text{éq},10\text{msec}}$ . Dans ce cas, un bruit peut être qualifié d'impulsif si l'on constate une augmentation de 10 dB(A) ou plus entre deux  $L_{A\text{éq},10\text{msec}}$  successifs et si la durée du phénomène n'excède pas 1 seconde.

**Art. 35.** Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement comporte des bruits impulsifs, un terme correctif  $C_i$  de 5 dB(A) est appliqué aux intervalles de mesures du bruit particulier, caractérisés par ces bruits impulsifs. Cette disposition ne s'applique pas au bruit en provenance des organes de sécurité.

**Art. 36.** Les bruits impulsifs sont limités de telle sorte que l'on ait, selon la méthode de mesure utilisée :

$$L_{A\text{imp,max}} \leq 75 \text{ dB(A)} \text{ ou } L_{A\text{éq},10\text{msec,max}} \leq 80 \text{ dB(A)}.$$

$L_{A\text{imp,max}}$  est la valeur maximale atteinte par le niveau de pression acoustique pondéré A, mesuré selon la caractéristique dynamique « impulse », durant l'intervalle de mesurage.

$L_{A\text{éq},10\text{msec,max}}$  est la valeur maximale atteinte par le  $L_{A\text{éq},10\text{msec}}$ , durant l'intervalle de mesurage.

CHAPITRE VIII. — *Dispositions finales.*

**Art. 37.** Sans préjudice de l'article 6 du décret, les conditions particulières d'exploitation peuvent déroger aux conditions sectorielles s'appliquant à une installation lorsque ces dernières contiennent des dispositions incompatibles entre elles.

**Art. 38.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2002.

**Art. 39.** Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, l'Urbanisme et l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 4 juillet 2002.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,  
M. FORET

## Annexe

Tableau 1. — Valeurs limites générales de niveaux de bruit applicables à un établissement classé

Zone d'immission dans laquelle les mesures sont effectuées		Valeurs limites (dBA)		
		Jour 7h-19h	Transition 6h-7h 19h-22h	Nuit 22h-6h
I	Toutes zones, lorsque le point de mesure est situé à moins de 500 m de la zone d'extraction, d'activité économique industrielle ou d'activité économique spécifique, ou à moins de 200 m de la zone d'activité économique mixte, dans laquelle est situé l'établissement	55	50	45
II	Zones d'habitat et d'habitat à caractère rural, sauf I	50	45	40
III	Zones agricoles, forestières, d'espaces verts, naturelles, de parcs, sauf I	50	45	40
IV	Zones de loisirs, de services publics et d'équipements communautaires	55	50	45

Tableau 2. — Valeurs limites de niveaux de bruit pouvant être appliquées dans les conditions particulières relatives à un établissement existant, ayant fait l'objet d'une autorisation d'exploitation avant l'entrée en vigueur du présent arrêté

Zone d'immission dans laquelle les mesures sont effectuées		Valeurs limites (dBA)		
		Jour 7h-19h	Transition 6h-7h 19h-22h	Nuit 22h-6h
I	Toutes zones, lorsque le point de mesure est situé à moins de 500 m de la zone d'extraction, d'activité économique industrielle ou d'activité économique spécifique, ou à moins de 200 m de la zone d'activité économique mixte, dans laquelle est situé l'établissement	60	55	50
II	Zones d'habitat et d'habitat à caractère rural, sauf I	55	50	45
III	Zones agricoles, forestières, d'espaces verts, naturelles, de parcs, sauf I	55	50	45
IV	Zones de loisirs, de services publics et d'équipements communautaires	60	55	50

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

Namur, le 4 juillet 2002.

Le Ministre-Président,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,  
M. FORET

ÜBERSETZUNG

D. 2002 — 3291

[C - 2002/27815]

**4. JULI 2002 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Festlegung der allgemeinen Betriebsbedingungen der in dem Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnten Betriebe**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, insbesondere der Artikel 4 und 9;

Aufgrund des Beschlusses der Wallonischen Regierung bezüglich des Antrags auf ein Gutachten der Gesetzgebungsabteilung des Staatsrats innerhalb eines Zeitraums, der einen Monat nicht überschreitet;

Aufgrund des am 20. März 2002 in Anwendung des Artikels 84, Absatz 1, 1° der koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 32.052/4 des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Allgemeines*

**Artikel 1** - Im Sinne des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

"Dekret": das Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung;

"Bereits vorhandener Betrieb": ein Betrieb, für den vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses eine Betriebsgenehmigung ausgestellt wurde.

KAPITEL II — *Ansiedlung und Bau*

**Artikel 1.** Am Eingang eines jeden Betriebs der Klasse 1 und 2 werden folgende leserliche Informationen angegeben:

- die Art des Betriebs;
- das Ablaufdatum der Genehmigungsfrist;
- Name, Anschrift und Telefonnummer des Gesellschaftssitzes des Betreibers;
- die Telefonnummer des Betriebssitzes;
- die Anschrift und Telefonnummer des mit der Aufsicht beauftragten Beamten;
- die Telefonnummer(n) der im Falle einer Katastrophe oder eines Brands zu kontaktierende(n) Dienststelle(n).

**Art. 2** - Die Betriebe werden derart geplant, angesiedelt und ausgerüstet, dass die Gefahren, Belästigungen oder Nachteile für den Menschen und die Umwelt, die sie mittelbar oder unmittelbar, während oder nach dem Betrieb verursachen können, wirksam vermieden oder eingeschränkt werden.

KAPITEL III — *Betrieb*

**Art. 3** - Der Betreiber sorgt für den betriebsfähigen Zustand, die Unterhaltung und Sauberkeit des Betriebs.

Der gesamte Betrieb, einschließlich des Ein- und Ausgangs, die Parkflächen und die Umgebung des Betriebs werden regelmäßig gereinigt.

**Art. 4** - Der Betreiber trifft die notwendigen Vorsichtsmaßnahmen, um sicherzustellen, dass die in dem Betrieb zugelassenen Stoffe und Substanzen von deren Art und Herkunft her den Betriebsgenehmigungen entsprechen.

KAPITEL IV — *Unfall- und Feuerverhütung*

**Art. 5** - Der Betreiber ist verpflichtet, unter jeglichen Umständen die ständigen und gelegentlichen Gefahren einer unfallbedingten Verschmutzung, eines Brands oder einer Explosion zu erkennen und die erforderlichen Maßnahmen zu treffen, um diesen schnell und wirksam vorzubeugen bzw. sie zu bekämpfen.

Es werden alle Maßnahmen getroffen, um an den Orten, an denen leicht- oder hochentzündliche Produkte benutzt, gehandhabt oder gelagert werden, eine explosionsfähige Atmosphäre zu vermeiden. Die Vorsichtsmaßnahmen zielen vorrangig darauf ab, die entzündlichen Gas-, Dampf- oder Staubemissionen zu verringern. In allen Fällen, in denen das Ausbleiben von entzündlichen Gas-, Dampf- oder Staubemissionen nicht gewährleistet werden kann, werden Sondermaßnahmen getroffen, um die Verdünnung in der Luft zu erhöhen und Entflammung zu verhindern.

Alle Vorsichtsmaßnahmen werden getroffen, um die Emissionen von Schadstoffen in der Luft, im Wasser und im Boden zu vermeiden. Die Arbeitsvorgänge, die gefährliche oder umweltbelastende Substanzen freisetzen können, werden derart vorausgeplant, dass das Ausbleiben von Emissionen in die Umwelt gewährleistet ist. Dieser Erfordernis kann durch vorhergehende Säuberungsvorgänge und durch den Einsatz wirksamer Retentionsmaßnahmen nachgekommen werden.

Alle Plätze zum Beladen mobiler Tanks oder Kraftstoffbehälter befinden sich auf undurchlässigen Böden und werden in Richtung von Kläranlagen dräniert, die absehbaren Verschmutzungen angepasst und ausreichend dimensioniert sind. Die Übertragungsvorgänge erfolgen mit Hilfe von Pumpen, deren Funktion von der Detektion der Wachsamkeit eines Operators abhängt. Die Übertragung in mobile Behälter durch Schwerkraft ist untersagt.

Die Organe und Steuerungen zur Übertragung gefährlicher und umweltbelastender Stoffe sind deutlich identifizierbar, was die Art der Flüssigkeiten und deren Bestimmung betrifft. Der Zugang zu den Organen und Steuerungen ist unbefugten Personen untersagt.

Alle gelegentlichen Vorgänge, die Mengen von Abwässern, Schlämmen oder gefährlichen Abfällen erzeugen können, die die in dem Betrieb vorgesehenen Beseitigungskapazitäten überschreiten, sind Gegenstand einer Sonderplanung, die den guten Ablauf der Arbeiten mit Rücksicht auf die umweltbezogenen Regelungen gewährleisten.

Es werden Mittel zur Detektion explosionsfähiger Atmosphären, von Bränden oder Emissionen gefährlicher oder umweltbelastender Stoffe an allen Orten eingerichtet, an denen derartige Situationen absehbar sind und für den Menschen und die Umwelt eine unmittelbare Gefahr darstellen würden. Diese Detektoren setzen ein Alarmsystem bei den Einsatzbeauftragten und gegebenenfalls ein automatisches Bekämpfungssystem in Gang, wenn ein schneller menschlicher Einsatz nicht sichergestellt werden kann.

Das gesamte betroffene Personal wird regelmäßig von den Risiken einer unfallbedingten Verschmutzung, eines Brands oder einer Explosion, sowie von den Verhütungs- und Bekämpfungsmitteln in Kenntnis gesetzt. Schriftliche Anweisungen bezüglich der Verhütungs- und Einsatzregeln werden sichtbar und leserlich an denjenigen Stellen angebracht, an denen die Risiken aufgedeckt wurden, sowie an den Ausgangsstellen der Einsatzmannschaften.

Der Betreiber sorgt dafür, dass alle zur Beherrschung der Verschmutzungs-, Brand- und Explosionsrisiken notwendigen Vorrichtungen in einem betriebsfähigen Zustand erhalten bleiben. Das Material zur Detektion und Bekämpfung von Bränden wird einmal im Jahr kontrolliert.

## KAPITEL V — Wasser

## Abschnitt 1 — Ableitung der Abwässer

**Art. 6** - Zur Anwendung des vorliegenden Kapitels gelten folgende Definitionen:

- gewöhnliches Oberflächenwasser: das gewöhnliche Oberflächenwasser, im Sinne des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen die Verschmutzung;
- öffentliche Kanalisation: die öffentliche Kanalisation im Sinne des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen die Verschmutzung;
- künstliche Ableitwege des Regenwassers: die künstlichen Ableitwege des Regenwassers im Sinne des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen die Verschmutzung;
- Abwässer: die Abwässer im Sinne des Dekrets vom 7. Oktober 1985 über den Schutz des Oberflächenwassers gegen die Verschmutzung;
- abgeleitete Abwässer: die Abwässer, die am Ausgang der Ablassleitung in ein gewöhnliches Oberflächenwasser, in eine öffentliche Kanalisation oder in einen künstlichen Ableitweg des Regenwassers abfließen;
- Kühlwasser: Wasser, das in der Industrie für die Durchlaufkühlung benutzt wird und nicht mit den zu kühlenden Stoffen in Kontakt geraten ist;
- BSB<sub>5</sub>: der biochemische Sauerstoffbedarf in 5 Tagen bei 20 °C;
- pH-Wert: der Koeffizient, der die Azidität oder Basizität eines Milieus kennzeichnet.

**Art. 7** - Die Emissionen werden

- entweder in Konzentration (mg/l);
- Tageslast (kg/Tag);
- Monatslast (kg/Monat);
- Jahreslast (kg/Jahr);
- oder in jeder sonstigen, sich der Situation anpassenden Einheit ausgedrückt.

**Art. 8** - Unbeschadet des Absatzes 2 stellen die in den Betriebsbedingungen angeführten Emissionswerte die jederzeit zu beachtenden Höchstwerte dar.

Die sektorbezogenen Bedingungen können in den Durchschnittswerten für einen Zeitraum von 24 Stunden bestehen. In diesem Fall entsprechen diese Durchschnittswerte zwei Dritteln der in den sektorbezogenen Bedingungen festgelegten Höchstwerte und der dem Fünffachen der Durchschnittswerte entsprechende Wert darf zu keinem Zeitpunkt überschritten werden.

Wenn die sektorbezogenen Bedingungen Durchschnittswerte festlegen, so fordern sie von dem Betreiber, dass er Mess-, Aufzeichnungs- und Probeentnahmegерäte einrichtet, durch die die Einhaltung der Durchschnittswerte kontrolliert werden kann.

Wenn die abgeleiteten Abwässer von der Benutzung von gewöhnlichem Oberflächenwasser oder von Grundwasser herrühren, können die durch die sektorbezogenen Bedingungen festgelegten Werte zu den entsprechenden Gehalten des entnommenen Wassers hinzugezählt werden.

Die Absätze 2 und 3 sind nicht für den pH-Wert, die Temperatur, den Geschmack, die Farbe, den Geruch und die mikrobiologischen Parameter, mit Ausnahme des BSB<sub>5</sub>, anwendbar.

Wenn mehrere sektorbezogene Bedingungen auf eine Ableitung von Abwasser anwendbar sind, werden die sektorbezogenen Bedingungen berechnet, indem die durch die entsprechenden Abflussmengen gewichteten individuellen Bedingungen zusammengezählt werden.

Sektorbezogene oder Sonderbedingungen können für die gesamten Ableitungen des Abwassers auferlegt werden.

**Art. 9** - In den nachstehenden Fällen können die Sonderbedingungen für die Ableitungen weniger streng ausfallen als die sektorbezogenen Bedingungen:

- wenn die Bewertung der Auswirkungen auf die Umwelt zeigt, dass die Auswirkungen auf den Vorfluter geringfügig sind;
- wenn sich zeigt, dass keine bessere verfügbare Technologie es dem betroffenen Betreiber ermöglicht, den sektorbezogenen Bedingungen nachzukommen. In diesem Fall unterliegen die gewährten abweichenden Genehmigungen einer Frist, nach deren Ablauf sie entweder teilweise oder in ihrer Gesamtheit bestätigt oder unter Berücksichtigung der in der Zwischenzeit erzielten wissenschaftlichen und technologischen Fortschritte aufgehoben werden;
- Wenn eine Vereinbarung zwischen dem Betreiber und der Behörde besteht, die die Klärstation, in die die Abwässer abgeleitet werden, verwaltet und wenn sich zeigt, dass diese Abwässer mit ihrer vorhandenen Schadstoffbelastung zufriedenstellend in dieser Klärstation behandelt werden können;
- wenn der Wert der mikrobiologischen Parameter, abgesehen von dem BSB<sub>5</sub>, des pH-Werts, der Temperatur, des Geschmacks, der Farbe und des Geruchs in dem aufnehmenden Wasser den natürlichen Wert überschreitet und/oder die Einhaltung der sektorbezogenen Bedingungen unmöglich macht oder wenn der natürliche Wert des entnommenen Wassers den sektorbezogenen Wert überschreitet.

*Abschnitt 2 — Wasserentnahmestellen*

**Art. 10** - Die Wasserentnahmestellen beachten folgende Bedingungen:

- die Qualität des Wassers der Grundwasserleitschicht bleibt erhalten;
- die Gesamtmenge des in der Grundwasserleitschicht entnommenen Wassers überschreitet weder das jährliche Durchschnittsvolumen der natürlichen Wasserzufuhr besagter Grundwasserleitschicht, noch ein Wasservolumen, das jederzeit den Niedrigwasserabfluss der von besagter Grundwasserleitschicht versorgten Wasserläufe gewährleistet;
- die Sicherheit der Personen und der Güter wird nicht durch die in der Grundwasserleitschicht vorgenommenen Änderungen beeinträchtigt.

In Abweichung des Absatzes 1, 2° können die Sonderbedingungen in außergewöhnlichen Umständen und für einen begrenzten Zeitraum eine bestimmte Überschreitung des zugelassenen Abflusses genehmigen.

KAPITEL VI — *Luft*

**Art. 11** - Zur Anwendung des vorliegenden Kapitels gelten folgende Definitionen:

- Luftverschmutzung: die Luftverschmutzung im Sinne des Artikels 2 des Gesetzes vom 28. Dezember 1964 über die Bekämpfung der Luftverschmutzung;
- kanalisierte Emission: Emission, die vor ihrer Abführung in die Luft an einer Ableitstelle aufgefangen und wenn nötig gereinigt wird;
- diffuse Emission: Emission, die aus technischen oder wirtschaftlichen Gründen weder aufgefangen, noch an einer Ableitstelle abgeführt werden kann;
- Emissionsgrenzwert: die unter Berücksichtigung bestimmter spezifischer Parameter ausgedrückte Masse, die Konzentration und/oder das Emissionsniveau, die im Laufe einer oder mehrerer gegebener Zeiträume nicht zu überschreiten sind. Sofern keine anderslautenden Angaben vorliegen, ist dieser Wert an den Ableitstellen der Emissionen anwendbar;
- Geruchspegel: der Verdünnungsfaktor "d", der auf eine Ableitung in die Luft anzuwenden ist, um durch Geruchsmessung ihre Wahrnehmungsschwelle zu erhalten. Das heißt, der anzuwendende Verdünnungsfaktor, damit 50 % der Testriecher einen Geruch wahrnimmt.

$$d = \frac{D_p + D_o}{D_o}$$

$D_p$ : Volumenstrom von frischer Luft

$D_o$ : Volumenstrom von riechender Luft.

Er wird in der Anzahl Geruchseinheiten pro  $m^3$ , das heißt in  $uo/m^3$ , ausgedrückt;

Geruchsstrom: das Produkt aus dem ausgestoßenen Luftstrom und dem Geruchspegel, ausgedrückt in der Anzahl Geruchseinheiten pro Stunde ( $uo/h$ );

Massenstrom: die Masse der pro Zeiteinheit ausgestoßenen Substanzen, ausgedrückt in  $g/h$ ;

Zielsetzung für die Luftqualität: Grenzwerte, Alarmschwellen,... im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. Juni 2000 über die Beurteilung und die Kontrolle der Luftqualität;

Niveau: Konzentration eines Schadstoffs in der freien Umgebungsluft, mit Ausnahme der Arbeitsplätze, oder dessen Ablagerung auf den Flächen innerhalb eines gegebenen Zeitraums.

**Art. 12** - Wenn für einen oder mehrere Schadstoffe die kurzfristigen Zielsetzungen für die Luftqualität überschritten werden können oder überschritten sind, trifft der Betreiber einer Anlage, deren Massenströme für diese Schadstoffe oder für Vorläufersubstanzen dieser Schadstoffe höher sind als diejenigen, die eigens zu diesem Zweck in den sektorbezogenen Bedingungen festgelegt wurden, aus eigener Initiative oder auf Anfrage des technischen Beamten alle erforderlichen Maßnahmen, um die Emissionen dieses(dieser) Schadstoffs(e) oder der Vorläufersubstanzen einzuschränken, und zwar bis zur Notifizierung des Endes des Alarms.

**Art. 13** - Die Emissionen werden folgendermaßen ausgedrückt:

entweder entsprechend der mit Referenzbedingungen hinsichtlich der Temperatur, des Drucks, des Feuchtigkeitsgrads, des Prozentsatzes an Sauerstoff oder Kohlendioxid in Zusammenhang gebrachten Konzentration. Die zur Verdünnung oder Kühlung der gasförmigen Ausstöße dienenden Luftmengen werden nicht berücksichtigt;

oder entsprechend der gesamten ausgestoßenen Schadstoffmenge, das heißt der sich auf eine Betriebsperiode unter den für die Umwelt schlechtesten Bedingungen beziehende Massenstrom. Die besonderen Betätigungsbedingungen zur Inangangsetzung oder Einstellung der Anlage werden nicht berücksichtigt;

oder entsprechend dem Emissionsfaktor, das heißt die in  $kg/t$  oder  $g/t$  ausgedrückte Schadstoffmenge, die pro Einheit des hergestellten Produkts, des verbrauchten Brennstoffs oder Sonstiges ausgestoßen wird;

oder entsprechend dem Geruchsstrom.

**Art. 14** - Unbeschadet der Absätze 2 und 3 beziehen sich die Emissionsgrenzwerte auf folgende normale Bedingungen gemessen:

Temperatur = 273,15 K

Druck = 101,3 kPa

trockenes Gas = Feuchtigkeitsgrad gleich Null.

Wenn die Ausstöße wegen der Verwendung eines wasserstoffreichen Brennstoffs oder aus Gründen einer feuchten Klärung, einer Kühlung durch Wasserzerstäubung oder einer Trockenanlage sehr viel Wasser enthalten, entsprechen die normalen Bedingungen denjenigen, die während der Messung vorherrschen.

Wenn für eine Verbrennungsanlage oder Anlage für einen mit der Verbrennung gleichwertigen Vorgang der Sauerstoffgehalt der Gasrückstände angegeben wird, wird die nachstehende Formel benutzt, um die Grenzwerte diesem Gehalt anzupassen:

$$E_R = \frac{21 - O_R}{21 - O_M} \times E_M$$

wobei:

$E_R$  der dem Referenzgehalt an Sauerstoff angepassten Emission entspricht;

$E_M$  der gemessenen Emission entspricht;

$O_M$  dem gemessenen Sauerstoffgehalt entspricht;

$O_R$  dem Referenzgehalt an Sauerstoff entspricht.

**Art. 15** - Für die ununterbrochenen Verfahren, die durch einen Betriebszyklus gekennzeichnet sind, der aufeinanderfolgende Vorgänge enthält, entsprechen die Emissionsgrenzwerte Durchschnittswerten, die sich auf die Gesamtheit der Vorgänge beziehen, die zu einer Emission in die Luft im Laufe eines Zyklus führen.

**Art. 16** - § 1. Die Emissionen in die Luft werden aufgefangen, wenn nötig gereinigt, zur Ableitstelle geleitet und abgelassen, indem eine zufriedenstellende Dispersion in die Luft gewährleistet wird. Die Form der Leitungen, insbesondere an der Stelle, die der Ausmündung in die Luft am nächsten ist, wird derart geplant, dass das maximale Aufsteigen der Gase in die Luft gefördert wird.

§ 2. Falls die Emissionen nicht aufgefangen werden können, trifft der Betreiber die notwendigen Maßnahmen, um die Erzeugung von Emissionen in die Luft am Ursprung und deren Verbreitung in die Umgebung einzuschränken.

Je nach den Umständen und den technischen und wirtschaftlichen Möglichkeiten trifft er Maßnahmen, die auf Folgendes abzielen:

— die Verringerung der Häufigkeit und des Ausmaßes der Emissionen in die Luft, indem insbesondere die Ursprungsstellen abgeschlossen werden;

— die Verringerung der Verbreitung der Emissionen in die Umgebung, indem insbesondere das Betriebsgelände derart umgestaltet wird, dass die wichtigen Ursprünge von Emissionen in die Luft von den Wohngebieten ferngehalten werden.

## KAPITEL VII — Lärm

### Abschnitt 1 — Allgemeines

**Art. 17** - Das vorliegende Kapitel betrifft die Geräuschpegel an der Immissionsstelle, das heißt auf die Pegel, denen die Nachbarschaft des Betriebs durch dessen Bewirtschaftung unterliegt. Es handelt sich um das Sondergeräusch im Sinne des Artikels 20, 3°.

Für die vorliegenden Bedingungen werden die Geräusche in Verbindung mit dem Verkehr der Fahrzeuge und der auf den Baustellen benutzten mobilen Maschinen nicht in Betracht gezogen.

**Art. 18** - Zur Anwendung des vorliegenden Kapitels gelten folgende Definitionen:

— gewichteter äquivalenter Dauerschalldruckpegel ( $L_{Aeq,T}$ ): der A-gewichtete Schalldruckpegel eines beständigen Dauergeräuschs, der während einer bestimmten Zeitspanne T denselben mittleren quadratischen Druck wie das schwankende Geräusch aufweisen würde. Dieser Pegel wird in dB(A) ausgedrückt;

— Umgebungsgeräusch: Das Geräusch, das sich aus der Auswirkung aller Schallquellen in einem gegebenen Ort und zu einer gegebenen Zeit ergibt;

Sondergeräusch: eine der Komponenten des Umgebungsgeräuschs, die mit einer spezifischen Quelle in Zusammenhang gebracht werden kann.

— Der A-gewichtete äquivalente Dauerschalldruckpegel eines Sondergeräuschs, das sich auf eine Zeitspanne T bezieht, wird durch das Symbol  $L_{Aeq,part,T}$  dargestellt;

Beurteilungspegel des Sondergeräuschs  $L_{Ar,T}$ : der A-gewichtete äquivalente Dauerschalldruckpegel des Sondergeräuschs des Betriebs, der mit zwei Korrekturgliedern ( $C_t$  und  $C_i$ ), die mögliche tonale bzw. impulsartige Geräusche darstellen, ausgeglichen wird:  $L_{Ar,T} = L_{Aeq,part,T} + C_t + C_i$ ;

— Bezugsperiode: die repräsentative Periode, während deren typische menschliche Aktivitäten stattfinden, die bei der Festlegung der Grenzwerte berücksichtigt werden;

Beobachtungsintervall: die Zeitspanne, auf die sich der Bewertungspegel bezieht.

— Die Dauer des Beobachtungsintervalls wird auf eine Stunde festgelegt.

Messintervall: die von dem mit der Aufsicht beauftragten Beamten oder von dem zugelassenen Laboratorium gewählte Zeitspanne, während deren die Geräuschpegel effektiv gemessen werden.

— Diese Messintervalle werden von dem Operator auf der Grundlage verschiedener relevanter Parameter festgelegt, wie die Art und die Dauer der Betriebsbedingungen des betreffenden Betriebs, die Witterungsverhältnisse und die Präsenz weiterer störender Geräuschquellen;

— Angrenzende Bauten: Mauern, die einem Betrieb und einem Gebäude, in dem Personen wohnen, die in keinerlei Beziehung zu diesem Betrieb stehen, gemeinschaftlich sind. Falls keine gemeinschaftliche Mauer besteht, ist ebenfalls von angrenzenden Bauten die Rede, wenn die Gefahr einer Schallübertragung über Festkörper besteht;

— Geräusch tonaler Art: das Geräusch, das hauptsächlich aus tonalen Bestandteilen besteht;

Impulsartiges Geräusch: das Geräusch, das aus einem oder mehreren Impulsen akustischer Energie besteht;

— Tagesperiode: der Zeitraum von 07h00 bis 19h00 werktags, einschließlich samstags;

— Übergangsperiode: der Zeitraum von 06h00 bis 07h00 und von 19h00 bis 22h00, werktags, einschließlich samstags, und von 06h00 bis 22h00 an Sonn- und Feiertagen.

— Nachtperiode: der Zeitraum an allen Tagen der Woche von 22h00 bis 06h00;

— CWATUP: "Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine" (Wallonisches Gesetzbuch über die Raumordnung, den Städtebau und das Erbe);

— Wohngebiet: das in Artikel 26 des CWATUP erwähnte Gebiet;

— Wohngebiet mit ländlichem Charakter: das in Artikel 27 des CWATUP erwähnte Gebiet;

Gebiet für öffentliche Dienststellen und gemeinschaftliche Anlagen: das in Artikel 28 des CWATUP erwähnte Gebiet;

— Freizeitgebiet: das in Artikel 29 des CWATUP erwähnte Gebiet;

— Gewerbegebiet: das in Artikel 30 des CWATUP erwähnte Gebiet;

— Abbaugbiet: das in Artikel 32 des CWATUP erwähnte Gebiet;

— Agrargebiet: das in Artikel 35 des CWATUP erwähnte Gebiet;

— Forstgebiet: das in Artikel 36 des CWATUP erwähnte Gebiet;

— Grüngebiet: das in Artikel 37 des CWATUP erwähnte Gebiet;

— Naturgebiet: das in Artikel 38 des CWATUP erwähnte Gebiet;

— Sicherheitsorgan: das Organ zur Vermeidung einer Funktionsstörung der Anlage.

**Art. 19** - Die Grenzwerte sind anwendbar auf den Beurteilungspegel des mit einem Betrieb zusammenhängenden Sondergeräuschs. Diese Werte sind bei jedem einstündigen Beobachtungsintervall innerhalb der berücksichtigten Bezugsperiode zu beachten.

Dieses Beobachtungsintervall bezieht sich auf eine Gleitstunde, d.h. es kann zu jedem Zeitpunkt beginnen, jedoch ohne sich dabei über zwei verschiedene Bezugsperioden auszudehnen.

**Art. 20** - In den Wohngebieten und ländlichen Wohngebieten sind die vorerwähnten Vorschriften an jedem Punkt der Immissionsstellen zu beachten.

In den Agrar-, Forst-, Grün-, Natur-, Park-, Freizeitgebieten und den Gebieten für gemeinschaftliche Anlagen und öffentliche Dienststellen werden die Messungen an den in der Umweltgenehmigung oder Globalgenehmigung angegebenen Stellen durchgeführt.

Die Bauerwartungsgebiete werden aufgrund ihrer von dem kommunalen Raumordnungsplan zugeteilten Zweckbestimmung in Erwägung gezogen.

In Abweichung des Absatzes 1 können die Stellen der Referenzmessungen in den besonderen Betriebsbedingungen näher angegeben werden, um die Überwachung zu erleichtern oder die lokalen Besonderheiten zu berücksichtigen. In diesem Fall stellen diese Stellen die einzigen Referenzen dar, was die Einhaltung der allgemeinen Grenzwerte der Geräuschpegel betrifft.

Im Falle einer Änderung des Sektorenplans bleiben die Schwellen für die bereits bestehenden Betriebe diejenigen, die sich aus der bei der Gewährung der Genehmigung währenden Lage des Sektorenplans ergaben.

**Art. 21** - Die Grenzwerte sind nicht innerhalb der Gewerbegebiete, in den Abbaugebieten und in den Bauerwartungsgebieten mit industriellem Charakter anwendbar.

**Art. 22** - In den Sonderbedingungen können Überschreitungen der Grenzwerte in näher angegebenen außergewöhnlichen Situationen vorgesehen werden.

#### Abschnitt 2 — Allgemeine Grenzwerte

**Art. 23** - Die Grenzwerte des Beurteilungspegels des Sondergeräuschs werden unter Berücksichtigung der Immissionsstelle festgesetzt, an der die Messungen vorgenommen werden und sind in der Tabelle 1 der beigefügten Anlage anzufinden.

In Abweichung des Absatzes 1 und unbeschadet des Artikels 28 können für die bereits bestehenden Betriebe die Grenzwerte der beigefügten Tabelle 2 in den Sonderbedingungen vorgesehen werden.

**Art. 24** - Im Falle von angrenzenden Bauten sind gemäß Artikel 31, letzter Absatz auf die innerhalb der Wohnungen gemessenen Geräuschpegel ebenfalls Grenzwerte anwendbar. Diese Grenzwerte sind folgende:

- 35 dB (A) während der Tagesperiode;
- 30 dB (A) während der Übergangsperiode;
- 25 dB (A) während der Nachtperiode.

Die innerhalb der Wohnungen auferlegten Grenzwerte ergänzen die außerhalb festgesetzten Grenzwerte, die weiterhin anwendbar bleiben.

**Art. 25** - § 1. Den in Artikel 26, Absatz 2 erwähnten Betrieben, die zum Zeitpunkt der Einreichung der Akte den Grenzwerten der als Anlage beigefügten Tabelle 2 nicht genügen, wird in der Umweltgenehmigung oder Globalgenehmigung die Durchführung einer technisch-wirtschaftlichen Untersuchung auferlegt, die die Durchführbarkeit von Investitionen zur Verringerung der Geräuschemissionen und die sich daraus ergebenden vorausschauenden Geräuschpegel bewertet.

§ 2. Die Untersuchung wird in Zusammenarbeit mit einer auf der Grundlage des Königlichen Erlasses vom 2. April 1974 über die Zulassungsbedingungen und -modalitäten der mit dem Test und der Kontrolle von Geräten und Vorrichtungen im Rahmen der Lärmbekämpfung beauftragten Laboratorien und Einrichtungen zugelassenen Einrichtung durchgeführt. Die Untersuchung wird von der zugelassenen Einrichtung genehmigt.

§ 3. Die Untersuchung wird dem technischen Beamten innerhalb der in der Umweltgenehmigung oder Globalgenehmigung festgesetzten Frist vorgelegt.

Auf der Grundlage der Untersuchung schlägt der technische Beamte der Behörde vor, zusätzliche Sonderbedingungen zur Festlegung der Art der Sanierungsarbeiten, deren Durchführungsfrist und der endgültigen Grenzwerte der Geräuschpegel zu verabschieden.

Diese Grenzwerte können diejenigen der als Anlage beigefügten Tabelle 2 überschreiten.

§ 4. Falls eine Untersuchung durch die Umweltgenehmigung oder Globalgenehmigung vorgeschrieben wurde, wird bis zur Durchführung dieser Sanierungsarbeiten und bis zur Anwendung der endgültigen Grenzwerte eine Toleranz von 10dB (A) auf die Grenzwerte der als Anlage beigefügten Tabelle 2 angewandt.

**Art. 26** - Insofern die Beachtung des vorliegenden Erlasses zum Zeitpunkt der Einreichung der Genehmigung bei den bereits bestehenden Betrieben Anpassungsarbeiten erfordert, kann in der Genehmigung eine Anpassungsfrist von höchstens einem Jahr ab dem Genehmigungsdatum festgelegt werden. In diesem Fall werden in der Genehmigung die während dieser Frist zu beachtenden Bedingungen festgelegt.

### Abschnitt 3 — Messbedingungen

#### Unterabschnitt 1 — Allgemeines

**Art. 27** - Die Lautstärkemessinstrumente entsprechen den durch die für die Geräte der Klasse I geltenden Normen CEI651 und CEI804 festgesetzten Erfordernissen.

**Art. 28** - Der Messbericht steht dem mit der Überwachung beauftragten Beamten zur Verfügung und enthält die nachstehenden Angaben, wenn nötig unter Beifügung eines Belegs seitens des Verantwortlichen für die Messung:

- Name des Verantwortlichen für die Messung;
- Name des Berichterstatters;
- Datum, Uhrzeit und Dauer der Messung, Messperiode;
- Lokalisierung der Messung, Messstelle;
- Identifizierung des Betriebs;
- Witterungsverhältnisse;
- Typ und Eigenschaften des benutzten Messgeräts;
- verwendete Messmethode;
- gemessene Größen (äquivalente Pegel, statistische Pegel,...) und erzielte Ergebnisse;
- Beschreibung der wahrgenommenen Geräusche: Schwankungen, Unterbrechungen, Reintöne oder impulsartige Töne.

#### Unterabschnitt 2 — Position der Messstelle

**Art. 29** - Die Messungen werden außerhalb der Wohnungen und möglichst 3,50 Meter von jeder anderen schallreflektierenden Fläche als dem Boden durchgeführt.

Sie können ebenfalls in den Stockwerken der Wohngebäude im Plan der geöffneten Fenstern durchgeführt werden.

Im Rahmen des Möglichen werden sie zwischen 1,2 Meter und 1,5 Meter über dem Boden oder dem betreffenden Stockwerk durchgeführt.

Die Messungen dürfen nicht bei Niederschlägen oder bei einer Windstärke von mehr als 5 m/s erfolgen.

Im Falle von angrenzenden Bauten werden bei geschlossenen Türen und Fenstern innerhalb der Gebäude, die in keinerlei Beziehung zu dem Betrieb stehen, in den Räumen, die gewöhnlich von Personen bewohnt werden, zusätzliche Messungen durchgeführt, und zwar zwischen 1,2 Meter und 1,5 Meter oberhalb des Fußbodens und wenn möglich mindestens 1 Meter von den Mauern ohne Fenster und 1,5 Meter von den Mauern mit Fenstern entfernt.

Unterabschnitt 3 — *Tonales Geräusch*

**Art. 30** - Die Präsenz eines tonalen Geräusches kann allgemein durch eine Analyse nach Oktavendritteln festgestellt werden und rechtfertigt die Verwendung eines Korrekturglieds.

Wenn die Präsenz eines tonalen Geräusches vermutet wird, das jedoch nicht durch eine Analyse nach Oktavendritteln festgestellt werden kann, hat der für die Messung Verantwortliche die Möglichkeit, auf eine Analyse nach Oktavenvierundzwanzigsteln zurückzugreifen.

**Art. 31** - Das Korrekturglied  $C_i$ , das bei der Berechnung des Bewertungspegels des Sondergeräusches angewandt wird, hängt von dem tonalen Auftreten ab, d.h. dem Unterschied zwischen dem Pegel des Bandes, in dem sich die tonale Frequenz befindet und dem arithmetischen Mittelwert der Pegel der angrenzenden Bänder.

Falls die tonale Frequenz sich an der Grenze von zwei angrenzenden Bändern befindet, wird als Pegel dieses Bandes die energetische Summe der Pegel der beiden betreffenden Bänder berücksichtigt.

**Art. 32** - Wenn die Analyse nach Oktavendrittelbändern durchgeführt wird, werden unter Berücksichtigung des Auftretens eines tonalen Geräusches  $E$  in dB, das in dem Sondergeräusch des Betriebs anwesend ist, folgende Korrekturglieder angewandt:

- ein Korrekturglied von 3 dB(A), für  $6 < E \leq 9$ ;
- ein Korrekturglied von 4 dB(A), für  $9 < E \leq 12$ ;
- ein Korrekturglied von 5 dB(A), für  $12 < E \leq 15$ ;
- ein Korrekturglied von 6 dB(A), für  $15 < E$ .

Wenn die Analyse nach Oktavenvierundzwanzigsteln durchgeführt wird, werden unter Berücksichtigung des Auftretens eines tonalen Geräusches  $E$  in dB, das in dem Sondergeräusch des Betriebs anwesend ist, folgende Korrekturglieder angewandt:

- ein Korrekturglied von 2 dB(A), für  $12 < E \leq 15$ ;
- ein Korrekturglied von 3 dB(A), für  $15 < E \leq 18$ ;
- ein Korrekturglied von 4 dB(A), für  $18 < E \leq 21$ ;
- ein Korrekturglied von 5 dB(A), für  $21 < E \leq 24$ ;
- ein Korrekturglied von 6 dB(A), für  $24 < E$ .

**Art. 33** - In Abweichung des Artikels 33 wird das Auftreten von tonalen Geräuschen, für die der A-gewichtete Pegel des betreffenden Frequenzbandes den in dB(A) ausgedrückten globalen Wert des Spektrums um 15 dB oder mehr unterschreitet, nicht berücksichtigt.

Unterabschnitt 4 — *Impulsartige Geräusche*

**Art. 34** - Ein Geräusch kann als impulsartiges Geräusch gewertet werden, wenn die Messung gemäß der dynamischen Kennlinie "impulse" einen Maximalpegel ergibt, der um 5 dB(A) über dem Maximalpegel bei einer Messung gemäß der dynamischen Kennlinie "slow" liegt.

Der impulsartige Charakter eines Geräusches kann ebenfalls durch die Messung  $L_{Aeq, 10msec}$  verdeutlicht werden. In diesem Fall kann ein Ton als impulsartiger Ton gewertet werden, wenn zwischen zwei aufeinanderfolgenden

$L_{Aeq, 10msec}$  - Messungen ein Anstieg um 10 dB(A) oder mehr festgestellt wird, oder wenn die Dauer des Phänomens 1 Sekunde nicht übersteigt.

**Art. 35** - Weist das Sondergeräusch eines Betriebs wiederholte impulsartige Geräusche auf, wird ein Korrekturglied  $C_i$  von 5 dB(A) auf die Messintervalle angewandt, die durch impulsartige Geräusche charakterisiert werden. Diese Bestimmung ist nicht auf die Geräusche anwendbar, die von Sicherheitsorganen stammen.

**Art. 36** - Die impulsartigen Geräusche betrachtet, müssen sie werden derart begrenzt, dass je nach der eingesetzten Messmethode folgende Werte erreicht werden:

$$L_{Aimp,max} \leq \text{dB(A)} \text{ oder } L_{Aeq,10msec,max} \leq 80 \text{ dB(A)}$$

$L_{Aimp,max}$  ist der Maximalpegel des A-gewichteten Schalldrucks, gemessen nach der dynamischen Kennlinie "impulse" während des Messintervalls.

$L_{Aeq,10msec,max}$  ist der Maximalpegel, erreicht durch  $L_{Aeq,10msec}$  während des Messintervalls.

KAPITEL VIII — *Schlussbestimmungen*

**Art. 37** - Unbeschadet des Artikels 6 des Dekrets können die besonderen Betriebsbedingungen von den auf eine Anlage anwendbaren sektorbezogenen Bedingungen abweichen, wenn die Letzteren Bestimmungen enthalten, die untereinander unvereinbar sind.

**Art. 38** - Der vorliegende Erlass tritt am 1. Oktober 2002 in Kraft.

**Art. 39** - Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 4. Juli 2002.

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,  
M. FORET

## Anlage

Tabelle 1 — Auf einen eingestuften Betrieb anwendbare allgemeine Grenzwerte der Geräuschpegel

Immissionsstelle, an der die Messungen durchgeführt werden		Grenzwerte (dBA)		
		Tag 7h – 19h	Übergang 6h – 7h 19h – 22h	Nacht 22h – 6h
I	Alle Gebiete, wenn sich die Messstelle weniger als 500 m von dem Abbaugelände, dem industriellen Gewerbegebiet oder dem spezifischen Gewerbegebiet, oder weniger als 200 m von dem gemischten Gewerbegebiet, in dem der Betrieb liegt, befindet.	55	50	45
II	Wohngebiete und Wohngebiet mit ländlichem Charakter, außer I	50	45	40
III	Agrar-, Forst-, Grün-, Natur-, Parkgebiete, außer I	50	45	40
IV	Freizeitgebiete und Gebiete für gemeinschaftliche Anlagen und öffentliche Dienststellen	55	50	45

Tabelle 2 — Grenzwerte der Geräuschpegel, die in den Sonderbedingungen bezüglich eines bereits bestehenden Betriebs angewandt werden können, der Gegenstand einer Betriebsgenehmigung vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses war

Immissionsstelle, an der die Messungen durchgeführt werden		Grenzwerte (dBA)		
		Tag 7h – 19h	Übergang 6h – 7h 19h – 22h	Nacht 22h – 6h
I	Alle Gebiete, wenn sich die Messstelle weniger als 500 m von dem Abbaugelände, dem industriellen Gewerbegebiet oder dem spezifischen Gewerbegebiet, oder weniger als 200 m von dem gemischten Gewerbegebiet, in dem der Betrieb liegt, befindet.	60	55	50
II	Wohngebiete und Wohngebiet mit ländlichem Charakter, außer I	55	50	45
III	Agrar-, Forst-, Grün-, Natur-, Parkgebiete, außer I	55	50	45
IV	Freizeitgebiete und Gebiete für gemeinschaftliche Anlagen und öffentliche Dienststellen	60	55	50

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der allgemeinen Betriebsbedingungen der in dem Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung erwähnten Betriebe als Anlage beigefügt zu werden.

Namur, den 4. Juli 2002

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,  
M. FORET

## VERTALING

N. 2002 — 3291

[C – 2002/27815]

**4 JULI 2002. — Besluit van de Waalse Regering tot bepaling van de algemene voorwaarden voor de exploitatie van de inrichtingen bedoeld in het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, inzonderheid op de artikelen 4 en 9;

Gelet op de beraadslaging van de Regering over het verzoek om adviesverlening door de afdeling wetgeving van de Raad van State binnen hoogstens een maand;

Gelet op het advies 32.052/4 van de Raad van State, gegeven op 20 maart 2002, overeenkomstig artikel 84, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

**HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen**

**Artikel 1.** In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

decreet : het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning;

bestaande inrichting : inrichting waarvoor een exploitatievergunning is verleend vóór de inwerkingtreding van dit besluit.